



AESH : Compte rendu de l'audience au Ministère

Les organisations syndicales ont été reçues par la conseillère sociale du MEN, la conseillère en charge de l'école inclusive au MEN et la conseillère au ministère de l'Agriculture.

Publié le 12-02-2026 - Mis à jour il y a 2 jours

La demande d'audience sollicitée à la mi-novembre 2025 par l'intersyndicale nationale AESH n'a été honorée par le MEN et le ministère de l'agriculture que ce mardi 27 janvier 2026.

Ce que la FSU a porté :

- L'urgence d'un véritable statut de fonctionnaire (catégorie B) pour sortir de la précarité.
- La situation sociale intenable : temps incomplets imposés, salaires insuffisants, contrats instables, absence de perspectives de carrière.
- La pénibilité forte et non reconnue du métier : charge émotionnelle, accompagnements complexes, responsabilités croissantes, déplacements, isolement, usure professionnelle.
- Le mépris ressenti après les propos du ministre (« quasi-statut », comparaison du temps de travail des AESH avec celui des PE).
- Le fait que l'école inclusive repose aujourd'hui sur près de 150 000 personnels maintenus dans la précarité, très majoritairement des femmes.
- La nécessité d'ouvrir rapidement un cadre de négociations réel, sur l'étude du cadre budgétaire, la définition du temps de service dérogatoire à 24h, les missions, la mobilité, la grille indiciaire, le concours et le cadre national.



Annonces des ministères :

- Ouverture de groupes de travail sur le statut, accompagnés d'études d'impact côté MEN, avec les représentant-es des personnels, élargis aux missions dans le cadre de la Conférence nationale du Handicap (CNH).
- Publication à venir de rapports IGAS / IGESR sur les missions AESH
- Validation d'un nouveau cadre de gestion AESH dont l'intersyndicale a demandé à être destinataire. Mais cette annonce est en contradiction avec l'agenda social présenté par la DGRH

Points de vigilance :

- Absence de représentant-e de Bercy qui a un rôle majeur quant au chiffrage de cette mesure.
- Beaucoup d'annonces, aucun engagement concret ni calendrier précis à ce stade.
- Les GT proposés dans le cadre de la Conférence Nationale du Handicap contournent la représentation des personnels. Nous devons exiger un cadre de discussion au sein des instances représentatives sur toutes les questions.